

Informar les
investisseurs
afin qu'ils
prennent
des décisions
éclairées

2011 Rapport
annuel



COMMISSION DES
VALEURS
MOBILIÈRES
DU MANITOBA

Mission

La Commission des valeurs mobilières du Manitoba a pour mission de protéger l'intérêt public en recherchant la stabilité et la capacité concurrentielle des marchés financiers et des marchés immobiliers qui contribuent au développement économique du Manitoba, tout en stimulant la confiance du public en ces mêmes marchés.

Mandat

Le mandat de la Commission au sein du secteur des valeurs mobilières est d'agir dans l'intérêt public afin de protéger les investisseurs du Manitoba et de favoriser la mobilisation de fonds tout en assurant l'équité et l'intégrité dans le marché des valeurs mobilières. De même, son mandat au sein du secteur de l'immobilier est de réglementer les activités des courtiers en immeubles, des vendeurs et des courtiers d'hypothèques afin d'assurer le maintien de normes suffisamment élevées pour protéger le public.



COMMISSION DES
VALEURS
MOBILIÈRES
DU MANITOBA

Contents

2	Lettres de transmission
4	Rapport du président
7	Partie I – Aperçu de la Commission
13	Partie II – Division des valeurs mobilières
27	Partie III – Évaluation du rendement et normes de service
30	Partie IV – Division de l’immobilier
34	Partie V – Technologie de l’information
36	Partie VI – Loi sur les divulgations faites dans l’intérêt public (protection des divulgateurs d’actes répréhensibles)
38	Partie VII – Commentaires financiers
42	Responsabilité en matière d’information financière
43	États financiers vérifiés



MINISTER OF
FINANCE

Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

Lettres de transmission

Son Honneur l'honorable Philip Lee, C.P., O.M.
Lieutenant-gouverneur du Manitoba
Palais législatif, bureau 235
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

J'ai l'honneur de vous présenter le douzième annuel de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba pour l'exercice terminé le 31 mars 2011.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Lieutenant-gouverneur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

La ministre des Finances,

Rosann Wowchuk



Madame Rosann Wowchuk
Ministre des Finances
Palais législatif, bureau 103
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le douzième annuel de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba pour l'exercice terminé le 31 mars 2011.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le président de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba,



Donald G. Murray





RAPPORT DU PRÉSIDENT

Initiatives nationales

Bien que les marchés mondiaux aient, en règle générale, affiché une tendance à la hausse durant la majeure partie de l'exercice, les problèmes en Europe, les bouleversements politiques au Moyen-Orient et les catastrophes naturelles ont provoqué des perturbations importantes au cours du premier trimestre de 2011. La confiance des investisseurs demeure fragile. Il importe donc que les membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) continuent de contribuer collectivement à l'élaboration et à mise en œuvre des mesures réglementaires du G20 et de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV). Le travail de coordination de la réponse canadienne à ces initiatives internationales sur des sujets comme les fonds de couverture, les dérivés, les agences de notation et le risque systémique progresse régulièrement.

Au Canada, toutes les phases du régime de passeport ont été mises en œuvre. Le Manitoba, à l'instar d'autres provinces et territoires canadiens, poursuit l'adoption de modifications législatives qui renforcent l'harmonisation nationale des lois et règlements en valeurs mobilières. Durant l'exercice, le personnel de la Commission, en collaboration avec le conseiller législatif, a préparé des ébauches afin d'harmoniser avec les autres provinces les règles relatives aux opérations d'initié et aux ordonnances réciproques. De plus, des modifications législatives ont été rédigées afin de conférer à la Commission l'autorité nécessaire pour régir les agences de notation ainsi que le Conseil canadien sur la reddition de comptes, l'organisme chargé de surveiller les activités des auditeurs des sociétés ouvertes au Canada. Ces modifications législatives devraient être adoptées pendant la session législative du printemps 2011.

Le 1er janvier 2011, les modifications apportées au Règlement 52-107 ainsi qu'aux règles et politiques locales complémentaires sont entrées en vigueur, et les normes internationales d'information financière (IFRS) sont désormais utilisées au Canada. L'application des IFRS aux fonds d'investissement a cependant été reportée au 1er janvier 2013 par le Conseil des normes comptables.

Au cours de l'exercice, l'initiative fédérale sur la réglementation des valeurs mobilières a fait l'objet d'un renvoi aux cours d'appel de l'Alberta et du Québec pour en déterminer la validité constitutionnelle. Les deux cours ont conclu que le projet fédéral était inconstitutionnel. La question devrait être entendue par la Cour suprême du Canada en avril 2011. Le gouvernement du Manitoba a déposé des documents auprès de la Cour suprême à l'appui de son opposition à l'initiative fédérale et en faveur du maintien des compétences provinciales en matière de réglementation des valeurs mobilières.

Initiatives locales

La Commission a poursuivi son programme d'examen de l'information continue ainsi que son travail avec d'autres membres des ACVM sur l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche harmonisée. Pendant ce temps, le personnel responsable de la conformité a mené des examens de conformité ciblés touchant les pratiques commerciales d'entreprises inscrites à titre de gestionnaires de portefeuille.

Du côté de la Section de l'exécution, le personnel affecté aux enquêtes continue de manière proactive à cerner les placements potentiellement illégaux avant que les investisseurs n'en soient victimes. Pour sa part, le personnel des Services juridiques s'occupe des audiences administratives et des poursuites en Cour provinciale. Durant l'exercice, quatre auteurs de placements illégaux ont reçu une sentence d'emprisonnement, ce qui porte à sept le nombre de sentences du genre rendues au cours des deux dernières années.

La Section de l'éducation et des communications demeure à l'avant-garde de l'élaboration de programmes au Canada. La promotion de la distribution nationale du guide parental et du guide de l'instructeur du programme *Faites que ça compte* s'est poursuivie durant l'exercice. Par ailleurs, la Commission a été la première commission au Canada à créer une application mobile, téléchargeable gratuitement, qui permet aux jeunes de faire le suivi de leurs revenus et dépenses et les aide à se fixer des objectifs d'épargne et d'investissement. Ce programme et d'autres sont décrits plus en détail dans le corps du présent rapport.

Au 31 mars 2011, la Commission avait parachevé le huitième cycle de fonctionnement de son système d'évaluation du rendement et elle avait réussi à atteindre la majorité des objectifs énoncés.

Immobilier

L'expansion de l'inscription en ligne, mise en œuvre en février 2010, s'est poursuivie au cours de l'exercice. En date des présentes, le tiers des courtiers inscrits utilisent désormais cet outil, et le nombre devrait continuer de croître. En collaboration avec le conseiller législatif, on a mis la dernière main au processus d'inscription aux termes de la *Loi sur les courtiers d'hypothèques*, et celui-ci devrait entrer en vigueur en 2011. Par ailleurs, s'appuyant sur les recommandations du *Rapport Neufeld*, le personnel de la Division de l'immobilier a proposé des modifications à l'offre d'achat normalisée d'une maison résidentielle afin d'améliorer la divulgation de l'état de la propriété par le vendeur. *L'Offre d'achat d'une maison résidentielle* ainsi modifiée devrait être utilisée à compter de l'été 2011.

Développement durable

La *Loi sur le développement durable* a été adoptée en 1997 dans le but de promouvoir et de mettre en œuvre le développement durable dans le secteur public provincial, l'industrie privée et la société en général. Des principes et des lignes directrices ont été élaborés afin d'aider les ministères et les agences à établir des objectifs, à les intégrer à leurs activités et à faire rapport sur ceux-ci. La Commission demeure engagée à l'égard du développement durable.

Fonctionnant dans un environnement de bureau, la Commission pratique elle-même le recyclage et achète toute une variété d'articles recyclés, y compris des produits du papier et diverses fournitures. Elle compte maintenir un processus de développement durable qui soit permanent et équilibré.

Remerciements

La Commission continue de bénéficier des efforts déployés bénévolement par les membres de ses trois groupes consultatifs, soit le Comité consultatif en valeurs mobilières, le Conseil consultatif de l'immobilier et le Comité consultatif de l'immobilier. Aussi, comme par les années passées, les membres à temps partiel de la Commission méritent nos plus sincères remerciements, eux qui ne cessent de consacrer leur énergie et leur expertise au service du public investisseur.

Finalement, il convient de souligner l'engagement et le professionnalisme du personnel de la Commission. Même quand les ressources diminuent, nos employés ne manquent pas d'être au rendez-vous. Aussi, quels que soient les succès de la Commission, ils sont attribuables à leur travail assidu et à leur dévouement.

**Le président,
Donald G. Murray**

Partie I

Aperçu de la Commission



La Commission des valeurs mobilières du Manitoba (la « Commission ») est responsable de l'administration et de l'application de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*, de la *Loi sur les courtiers en immeubles* et de la *Loi sur les courtiers d'hypothèques*. Elle a été structurée selon son organigramme actuel en 1968. La Commission est devenue un organisme de service spécial le 1er avril 1999.

Toute mention de la « Commission » peut renvoyer à l'une ou l'autre de ses deux entités, à savoir :

1. la direction administrative ou fonctionnelle, composée du personnel à temps plein qui voit aux activités quotidiennes de la Commission; et
2. le groupe responsable de la formulation des politiques, composé d'au plus sept membres nommés par décret qui se réunissent périodiquement (les « membres de la Commission »).

Direction administrative

La direction administrative se compose de deux divisions opérationnelles, soit la Division des valeurs mobilières et la Division de l'immobilier, et elle compte 37 postes permanents à temps plein, dont deux n'étaient pas pourvus au 31 mars 2011.

Division des valeurs mobilières

La Division des valeurs mobilières est organisée en sept sections opérationnelles :

Enquêtes

La Section des enquêtes compte quatre postes : celui de directeur des Enquêtes, deux postes d'enquêteur et un de soutien administratif. Elle reçoit les demandes de renseignements et les plaintes, mène des enquêtes et aide le personnel juridique à préparer les audiences. Le personnel de la section relève du directeur, Services juridiques et exécution et Inscriptions.

Services juridiques

La Section des services juridiques est composée du directeur adjoint des Services juridiques, de deux conseillers juridiques et d'un poste de soutien administratif. Elle prodigue des conseils juridiques aux membres de la Commission et aux autres sections opérationnelles, participe à l'élaboration des politiques et à la création du matériel éducatif, présente des demandes aux réunions de la Commission et prépare des cas d'exécution qu'elle soumet aux audiences de la Commission et aux tribunaux. Le personnel de la section relève du directeur, Services juridiques et exécution et Inscriptions.

Inscriptions

La Section des inscriptions compte cinq postes : celui de directeur adjoint des Inscriptions et quatre de commis aux inscriptions à temps plein. La section est responsable de l'inscription des sociétés et des particuliers menant des activités dans les marchés du placement au Manitoba. Le personnel de la section relève du directeur, Services juridiques et exécution et Inscriptions.

Conformité

La Section de la conformité compte un agent principal de conformité, un vérificateur de la conformité et un poste de soutien administratif. La section appuie les activités d'inscription en réalisant des vérifications de conformité dans le secteur. Elle est également responsable des activités de surveillance relatives aux organismes d'autoréglementation. L'agent principal et le vérificateur, tous deux comptables professionnels, contribuent par ailleurs aux enquêtes et aux activités juridiques de la Commission par l'analyse de l'information financière et des opérations dans le cadre des enquêtes ou des plaintes soumises par les investisseurs qui demandent une indemnisation pour perte financière. Le personnel de la section relève du directeur, Services juridiques et exécution et Inscriptions.

Financement des entreprises et information continue

La Section du financement des entreprises et de l'information continue compte cinq postes : un d'analyste principal, un d'analyste, un d'adjoint administratif, un de commis au financement des entreprises et un autre de commis à l'information continue. Les analystes sont des comptables professionnels. La section examine les documents et les demandes de placement ainsi que les dépôts d'information continue des émetteurs assujettis et en fait le suivi. Elle participe aussi à l'élaboration des politiques et fait des présentations aux réunions de la Commission. Le personnel de la section relève du directeur, Financement des entreprises, et chef de l'administration, qui est aussi un comptable professionnel.

Finances et administration

La Section des finances et de l'administration compte cinq postes : un de contrôleur (comptable professionnel), un de commis comptable, un de concepteur-analyste de sites Web, un de réceptionniste et un de commis à l'administration. En collaboration avec l'équipe de direction, la section prépare les budgets et les rapports financiers de la Commission et elle élabore et met en œuvre les politiques relatives aux ressources humaines et au fonctionnement interne pour les deux divisions. Le personnel de la section relève du directeur, Financement des entreprises, et chef de l'administration.

Éducation et communications

La Section de l'éducation et des communications compte deux postes : celui de directeur, Éducation et communications et un poste de soutien administratif. La directrice, Éducation et communications, qui détient un baccalauréat en éducation et un certificat en gestion, est responsable de la conception et de la mise en œuvre des programmes éducatifs ainsi que des communications internes et externes à l'intention du grand public, du secteur et du personnel. La titulaire relève du président de la Commission.

Poste supplémentaire

Il y a un poste supplémentaire à temps plein, celui d'adjoint administratif, dont le titulaire relève directement du président.

Division de l'immobilier

La Division de l'immobilier se compose des postes de registraire, de registraire adjoint aux inscriptions, de registraire adjoint à la conformité et de deux postes de soutien administratif. Elle est responsable de l'administration de la *Loi sur les courtiers en immeubles* ainsi que de la *Loi sur les courtiers d'hypothèques* et, de manière générale, de la réglementation dans le secteur de l'immobilier au Manitoba. Son personnel relève du registraire.

Haute direction

Les directeurs de la Division des valeurs mobilières et le registraire de la Division de l'immobilier relèvent directement du président, qui est aussi chef de la direction de la Commission. Ensemble, ils forment la haute direction. Il y a aussi un comité de direction étendu qui regroupe des membres de tous les secteurs opérationnels.

Membres de la Commission

En plus du président, la Commission compte un maximum de six membres à temps partiel. Ils se réunissent régulièrement (habituellement toutes les semaines) pour traiter de la formulation des politiques et des règlements, étudier les demandes de dispense par rapport aux exigences réglementaires et déterminer s'il est dans l'intérêt public de rendre diverses ordonnances permises par la loi. Ils jouent aussi un rôle quasi judiciaire à titre d'arbitres aux audiences de la Commission. C'est le président de la Commission qui préside les réunions de cette dernière.

Le président de la Commission est responsable devant l'Assemblée législative par le truchement du ministre des Finances.

En 2010-2011, la Commission était composée des membres suivants :



Donald G. Murray (président)

Nommé à la Commission en 1993, M. Murray a exercé le droit en pratique privée pendant 20 ans. Il a été nommé vice-président de la Commission en 1994 et il en est devenu président en 1997. À titre de président et de chef de la direction, M. Murray préside les réunions de la Commission, siège aux jurys d'audition et représente la Commission auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) et de la North American Securities Administrators Association (NASAA). Il est vice-président des ACVM et ancien membre du conseil d'administration de la NASAA.



Lynne M. McCarthy

Nommée à la Commission en 1994, Mme McCarthy possède une maîtrise en administration des affaires de l'Université de Western Ontario et elle détient le titre d'analyste financier agréé. Elle compte plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de l'investissement institutionnel.



Kathleen E. Hughes

Mme Hughes a travaillé pendant 20 ans à l'Administration judiciaire du ministère de la Justice et elle a déjà été coordonnatrice des services d'information juridique à Manitoba Law Libraries Inc. Elle a été membre de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba de 1975 à 1981 et est engagée dans divers conseils et comités à titre de bénévole. Elle a été nommée de nouveau à la Commission en 2002.



Donald H. Smith

Nommé à la Commission en 2003, M. Smith compte plus de 20 ans d'expérience à titre de comptable agréé dans des services consultatifs financiers et entrepreneuriaux. Ancien chef de la direction de sociétés offrant divers services financiers, il est actuellement président d'une entreprise de location de véhicules.



James W. Hedley

Nommé à la Commission en 2006, M. Hedley pratique le droit dans plusieurs domaines depuis plus de 30 ans. Au cours des dernières années, il a été actif à titre d'arbitre et de juré auprès de la Société du Barreau du Manitoba et du Centre de règlement des différends sportifs du Canada. Dans le cadre de son engagement public, M. Hedley a été notamment président des Jeux olympiques spéciaux du Manitoba, dont il est le cofondateur, et du Musée et Temple de la renommée du sport du Manitoba.



Glenn J. Lillies

Nommé à la Commission en 2006, M. Lillies est un comptable agréé qui a pris sa retraite après 30 ans de pratique publique, notamment à titre d'associé de KPMG. Il a aussi été à l'emploi de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba comme vérificateur de la conformité. M. Lillies agit bénévolement à titre de trésorier auprès de plusieurs organismes de services.



Gerald Posner

Nommé à la Commission en septembre 2007, M. Posner est avocat et il pratique au Manitoba et en Ontario depuis 40 ans dans les domaines de l'immobilier et de la planification successorale. Il a siégé au conseil d'administration du Riverview Hospital et est ancien président du Jewish Heritage Centre of Western Canada.

Groupes consultatifs

Comité consultatif en valeurs mobilières

Créé par le président de la Commission, le Comité consultatif en valeurs mobilières se réunit au besoin afin de donner son avis en matière de réglementation. Il prodigue des conseils sur les nouvelles politiques élaborées par la Commission et est sollicité pour donner son avis sur l'évolution du secteur et sur la manière dont la Commission peut le mieux aborder de tels changements.

- Dave Cheop, Investors Group Inc.
- Ken Cooper, anciennement de la Bourse de Winnipeg
- Linda Vincent, ICE Futures (Canada)
- Mike Guttormson, James Richardson & Sons, Limited
- Bruce Jack, Deloitte & Touche
- Tom Kormylo, Pitblado
- Tony Catanese, PricewaterhouseCoopers
- Ron Coke, Taylor McCaffrey
- Patrick Cooney, Jory Capital Inc.
- Bruce Thompson, Thompson Dorfman Sweatman (remplaçant)

Conseil consultatif de l'immobilier

Le Conseil consultatif de l'immobilier est un organisme consultatif non réglementaire créé par la Commission et la Manitoba Real Estate Association (MREA). Son mandat est de conseiller la Commission et la MREA et de leur soumettre des recommandations en matières immobilières, d'examiner des idées, des politiques et des réformes législatives bénéfiques aux deux parties et de donner une alerte rapide ou un préavis à la Commission relativement aux tendances et à l'évolution dans le secteur de l'immobilier.

- Brad Walker, président, courtier, Gill & Schmall Agencies, Neepawa
- Claude Davis, courtier, Royal LePage Dynamic Real Estate
- Rick Preston, courtier, Royal LePage Dynamic Real Estate
- Tom Fulton, courtier, Re/Max Performance
- David Powell, courtier, Powell Property Group
- Robert Giesbrecht, président, Institut canadien des condominiums (chapitre du Manitoba)
- Robert F. Shaer, courtier, Professional Property Managers' Association
- Robert L. Tyler, avocat, Association du Barreau du Manitoba
- Brian Collie, directeur général, Manitoba Real Estate Association
- Bill Baluk, registraire, *Loi sur les courtiers en immeubles*

Comité consultatif de l'immobilier

Le Comité consultatif de l'immobilier a été créé aux termes du *Règlement sur le Comité consultatif de l'immobilier* (Règlement du Manitoba 593/88) pris en application de la *Loi sur les courtiers en immeubles*.

Le comité examine des projets et les recommande à la Commission pour financement à partir des intérêts que celle-ci touche sur les comptes en fiducie des courtiers en immeubles.

- John Froese, président, Royal LePage Prime Real Estate
- Ernie Friesen, courtier, Re/Max Executives Realty
- Ray Brownlee, Century 21 West-Man Realty Ltd., Brandon
- Ute Vann, vendeuse immobilière, Royal LePage Dynamic Real Estate
- Ken Trinkl, retraité, représentant du public

Partie II

Division des valeurs mobilières



Aperçu

Les sections opérationnelles de la Commission travaillent dans huit unités fonctionnelles, à savoir :

1. Inscriptions
2. Conformité
3. Financement des entreprises et information continue
4. Placements privés et placements dispensés
5. Ordonnances et dispenses
6. Politiques et lois
7. Enquêtes et exécution
8. Éducation et communications.

Chaque unité assume des devoirs et des responsabilités qui lui sont propres. Pour ce faire, il faut cependant un degré élevé de collaboration et de coordination entre les sections opérationnelles.

Inscriptions

La Section des inscriptions examine et détermine s'il est dans l'intérêt public d'inscrire un particulier ou une société afin de lui permettre de négocier des titres ou de proposer des conseils en matière de valeurs mobilières ou de contrats à la bourse des marchandises. De façon générale, il y a trois situations pour lesquelles la section examine si l'inscription est dans l'intérêt public :

- Au moment de leur demande d'inscription initiale, les candidats doivent satisfaire à des normes de formation, d'intégrité et de solvabilité. Les sociétés doivent être financièrement viables et maintenir en place des mécanismes de surveillance appropriés.
- Quand des renseignements qui soulèvent la question du maintien ou non de l'inscription dans l'intérêt public sont portés à l'attention du personnel, une décision peut être rendue d'imposer des modalités et des conditions d'inscription. Par ailleurs, l'affaire peut être renvoyée à une audience sur le maintien ou l'annulation de l'inscription.
- Lorsqu'une personne inscrite demande un transfert d'inscription. Dans la plupart des cas, le transfert de l'inscription d'un particulier d'une société à une autre se fait rapidement. Cependant, si des renseignements indiquent que la conduite de la personne inscrite est problématique, la section peut refuser un tel transfert ou exiger que le particulier soit surveillé de près jusqu'à ce qu'il ait été décidé de tenir ou non une audience pour déterminer si l'inscription doit être maintenue.

Le nombre d'entreprises et de particuliers inscrits traduit la force des entreprises dont le siège social est au Manitoba et l'engagement de sociétés établies dans d'autres territoires à offrir leurs services à des clients du Manitoba.

Nombre d'inscriptions :

	2010-2011	2009-2010	2008-2009
<i>Loi sur les valeurs mobilières</i>	18 281	15 518	16 833
<i>Loi sur les contrats à terme de marchandises</i>	401	361	327

La section maintient aussi son engagement dans des initiatives locales et par le biais des ACVM afin d'améliorer le processus d'inscription.

Le règlement national sur l'inscription (le Règlement 31-103) est maintenant en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Sa mise en œuvre a entraîné une augmentation du nombre de personnes inscrites, principalement en raison de l'obligation d'inscription des courtiers sur le marché dispensé.

Base de données nationale d'inscription

La Base de données nationale d'inscription (BDNI) permet aux particuliers et aux sociétés de soumettre les données et les demandes d'inscription à la Commission et aux autres organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières au moyen d'une connexion Internet sécurisée.

La BDNI améliore l'efficacité du processus d'inscription grâce à un seul point d'entrée dans le système et à l'amélioration de la coordination des formulaires et des procédures d'inscription. De telles améliorations sont réalisées sans pour autant compromettre la capacité de la Commission de surveiller les activités des marchés au Manitoba et d'y répondre.

Passeport

Le régime de passeport a grandement amélioré l'efficacité du système canadien de réglementation des valeurs mobilières en permettant à un seul organisme de réglementation de rendre une décision concernant les demandes d'inscription ayant des ramifications dans d'autres provinces et territoires. Au Manitoba, une société ou un particulier peut donc soumettre une demande à la Commission et obtenir les approbations requises pour exercer ses activités dans d'autres provinces et territoires. Il n'est plus nécessaire d'obtenir des approbations auprès de chaque province et territoire.

Même si la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ne participe pas au régime de passeport, les demandes d'inscription continuent d'être coordonnées avec l'Ontario afin que le processus d'approbation nécessaire pour avoir accès au marché ontarien soit le plus efficace possible.

Conformité

La Section de la conformité réalise des examens des activités des sociétés et des particuliers inscrits à la Commission afin de veiller à ce que ces activités ne présentent pas de risque pour la population. Cela se fait par l'examen des rapports financiers que déposent les personnes inscrites et par la réalisation d'examens de conformité du fonctionnement des bureaux des personnes inscrites. Les examens de conformité constituent un moyen efficace de cerner les risques avant qu'ils ne se traduisent par des pertes pour les investisseurs. Les examens de conformité peuvent être menés localement ou en collaboration avec d'autres organismes de réglementation des valeurs mobilières.

La section participe également aux enquêtes sur les plaintes en fournissant une analyse financière des documents commerciaux et d'autres renseignements financiers. De plus, la section fournit une analyse financière dans le cadre des plaintes des investisseurs pour perte financière et détermine les montants qui peuvent être présentés à une audience de la Commission.

La Section de la conformité garde le contact avec les organismes d'autoréglementation afin de réaliser et de coordonner les examens de conformité. Elle surveille par ailleurs les activités de ces organismes, tel que le prescrit la loi.

En 2010-2011, la Section de la conformité a administré quatre examens de conformité ordinaires. Son personnel a participé, avec d'autres provinces membres des ACVM, à des examens de conformité ciblés touchant les pratiques commerciales d'entreprises inscrites à titre de gestionnaires de portefeuille au Manitoba. Le personnel a aussi poursuivi ses visites aux nouveaux inscrits, ce qui lui permet de mieux connaître les nouvelles entreprises et d'aider ces dernières à comprendre les responsabilités qui leur

incombent en vertu de la réglementation. Un seul examen d'un nouvel inscrit a été réalisé en 2010-2011. Au cours de l'exercice, le personnel de la section a également participé à diverses activités de surveillance touchant les organismes d'autoréglementation reconnus par la Commission.

Financement Des Entreprises Et Information Continue

La Section du financement des entreprises examine les prospectus déposés ainsi que les émissions de droits pour s'assurer qu'ils contiennent un exposé complet, véridique et clair de tous les faits importants et nécessaires pour prendre une décision de placement éclairée. Les documents de placement déposés auprès de plusieurs commissions sont examinés conformément au régime de passeport. Ce régime améliore l'efficacité des marchés des capitaux dans la mesure où l'émetteur ne traite qu'avec le principal organisme de réglementation et reçoit un seul visa pour le placement.

Les émetteurs assujettis sont tenus de déposer des documents d'information continue, comme les états financiers, les rapports de gestion, les déclarations de changements importants, les documents de procuration et les notices annuelles, auprès de la Commission. Ce sont les lois en matière de valeurs mobilières qui fixent les exigences en termes de contenu ainsi que les moments où les documents doivent être déposés.

Par ailleurs, les initiés des émetteurs assujettis doivent, dans un délai prescrit, déposer des déclarations d'initié à la Commission par le biais du Système électronique de déclarations des initiés (SEDI).

Programme d'examen de l'information continue

La Commission a mis en place son propre programme d'examen de l'information continue et elle participe, avec d'autres membres des ACVM, au maintien et au perfectionnement continu d'une approche harmonisée visant à s'assurer que tous les émetteurs assujettis font l'objet d'un examen permanent et que ces examens sont réalisés d'une manière efficace et homogène. Les ACVM continuent de travailler à la mise en place d'un programme national d'examen de l'information continue. Le Manitoba est un des huit territoires ayant accepté le régime de passeport à participer à ce programme.

L'insistance sur le dépôt de l'information continue traduit le fait que plus de 90 % de toutes les opérations ont lieu dans le marché secondaire et que la qualité de même que la pertinence de l'information transmise aux participants des marchés financiers par les émetteurs assujettis sont de la plus haute importance pour le marché. Le personnel de la Commission continue d'examiner les placements faits au moyen de prospectus, mais il accorde une égale importance à l'examen des dépôts de l'information continue.

Opérations d'initié

Le SEDI offre un accès public et facile aux déclarations d'initié. Il permet par ailleurs de surveiller efficacement les dépôts de déclarations afin de veiller à ce qu'ils respectent un contenu et un format adéquats ainsi que les délais prescrits. En ce qui concerne les émetteurs assujettis du Manitoba, le personnel de la Section du financement des entreprises s'assure que les dépôts sont conformes, qu'ils sont réalisés dans les délais prescrits et que des droits de dépôt tardif sont perçus en cas de retard.

Systèmes de dépôts électroniques nationaux

Le personnel de la Section du financement des entreprises est toujours engagé dans le maintien et le perfectionnement continu de trois systèmes de dépôts électroniques, à savoir :

- SEDAR – Le Système électronique de données, d’analyse et de recherche est utilisé depuis le 1er janvier 1997 pour le dépôt électronique des documents liés aux valeurs mobilières auprès de la Commission et des autres membres des ACVM. Le SEDAR permet de déposer les documents simultanément auprès de tous les organismes de réglementation et fournit un service de communication électronique sécurisé entre les émetteurs et les organismes. Le SEDAR améliore grandement l’efficacité du marché financier canadien et, combiné au régime de passeport, il lui permet d’être un des marchés les plus efficaces du monde. Par ailleurs, le site Web (www.sedar.com) facilite la diffusion rapide de l’information auprès du public.
- SEDI – Le Manitoba participe toujours au maintien du SEDI, base de données nationale sur les déclarations d’initié. Le SEDI facilite le processus de dépôt pour les initiés et offre un accès public et facile aux déclarations d’initié.
- SADIOV – Le personnel de la Section du financement des entreprises, de concert avec d’autres membres des ACVM, continue de participer au maintien et au perfectionnement du Système d’affichage et de diffusion des interdictions d’opérations sur valeurs. La base de données se révèle extrêmement efficace et elle permet à la population et aux participants du secteur d’accéder facilement aux renseignements sur les ordonnances d’interdiction d’opérations rendues par les organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada.

Élaboration de politiques

Le personnel de la Section du financement des entreprises a participé à l’élaboration et à la mise en œuvre d’un certain nombre de règles et de politiques nationales d’une grande importance, portant notamment sur les sujets suivants :

- information au moment de la souscription des organismes de placement collectif;
- élaboration de règles relatives aux prospectus émis par les régimes de bourses d’études;
- propositions de modification des règles et politiques relatives au prospectus et à l’information continue;
- propositions de modification des règles touchant la précommercialisation et la commercialisation;
- propositions de modification en vue de moderniser les règles et politiques applicables aux fonds d’investissement;
- élaboration de règles adaptées au marché du capital-risque.

Le personnel de la Section du financement des entreprises participe également au comité des ACVM qui se penche sur le risque systémique présent dans le secteur des valeurs mobilières.

IFRS

Le personnel de la Section du financement des entreprises a consacré des ressources considérables à l’adoption des IFRS (normes internationales d’information financière) entrées en vigueur le 1er janvier 2011 au Canada. Parmi les diverses initiatives, le personnel a participé à l’élaboration et à la mise en œuvre des modifications devant être apportées aux nombreuses règles et politiques nationales, à une activité de formation nationale ainsi qu’au suivi de l’état de préparation des émetteurs assujettis relativement aux IFRS et de leur adoption par ces derniers.

Dépôts traités

	Prospectus** (par année)	Prospectus modifiés	Notices annuelles	Émissions de droits	Circulaires d'offres publiques d'achat
2007-2008	933	167	1 464	18	80
2008-2009	798	200	1 335	21	65
2009-2010	853	244	1 270	20	55
2010-2011	917	214	1 352	8	39

***Prospectus déposés. Un seul dépôt de prospectus peut contenir plusieurs émetteurs (p. ex., un seul prospectus de placement collectif peut contenir jusqu'à 100 fonds).*

Comme le montre le tableau ci-dessus, le nombre de dépôts de prospectus et de documents d'information continue se maintient à des niveaux élevés.

Placements Privés et Placements Dispensés

La Commission reconnaît qu'il est dans l'intérêt de l'économie manitobaine et du public d'offrir un environnement qui favorise l'expansion des affaires et la mobilisation de capitaux par les entreprises. Le pourcentage des entreprises qui ont accès à du financement par le biais des marchés financiers est constamment plus élevé au Canada qu'aux États-Unis, ce qui confirme l'importance de proposer des règles qui offrent toute une variété d'options de financement afin de soutenir les entreprises nouvelles et en expansion.

Lorsque la taille de l'entreprise ou le montant du capital à réunir ne justifie pas le recours à un prospectus, l'organisme de réglementation des valeurs mobilières propose des moyens d'aider les entreprises et de rendre les nouveaux placements de titres accessibles aux Manitobains.

La loi, les règlements et les règles prévoient des dispenses à l'exigence de prospectus et à celle de négocier les titres par l'entremise d'une personne inscrite aux termes de la *Loi sur les valeurs mobilières*. Ces dispenses dépendent de la nature des titres offerts, du montant de l'achat ainsi que des connaissances de l'acheteur. Les dispenses pour placement limité se fondent sur une offre de titres faite à un groupe d'acheteurs restreint et identifiable et sont utilisées par les nouvelles entreprises qui ont besoin de capitaux pour s'établir. Les acheteurs des titres proposés dans des placements limités avec dispense connaissent l'entreprise dans laquelle ils investissent ou sont tenus d'obtenir un avis indépendant sur le placement avant de procéder à l'achat.

Au Manitoba, la mobilisation de capitaux peut se faire de diverses façons. Aux termes des lois manitobaines, plusieurs options sont offertes pour vendre des titres tout en respectant des exigences qui sont en place depuis de nombreuses années et qui sont uniques à la province. Selon les commentaires des participants du secteur, ces options continuent d'offrir des méthodes de financement qui permettent un équilibre entre les intérêts des entreprises et ceux des investisseurs.

Les règles de la Commission prévoient aussi des options de mobilisation de capitaux offertes presque partout au Canada. Ces règles permettent donc à une entreprise de mobiliser des capitaux d'une manière homogène dans la plupart des provinces et des territoires et elles sont largement harmonisées partout au pays.

	2010-2011	2009-2010
Formulaires de mobilisation de fonds 45-106F1 *	1 228	1 288
Notices d'offre	81	101
Placements privés	1	1

(*Ce formulaire, qui doit être déposé auprès de la Commission, contient de l'information sur l'entreprise qui mobilise les capitaux ainsi que sur les capitaux mobilisés dans le cadre du placement.)

Ordonnances et Dispenses

Demandes de dispense

La Commission reçoit des demandes de dispense relatives aux exigences réglementaires pour des situations dans lesquelles l'émission d'une ordonnance n'est pas contraire à l'intérêt public. Elle traite des demandes aussi bien nationales que locales.

Demandes nationales et régionales

La Commission participe au régime de passeport pour les demandes de dispense. Le régime permet à un requérant de soumettre une seule demande applicable à plusieurs territoires. L'autorité principale examine la demande, détermine si le recours demandé doit être accordé et délivre un seul document faisant état de la décision au nom de tous les territoires.

Demandes faites au Manitoba

La Commission continue d'appuyer les projets communautaires locaux qui mettent l'accent sur des entreprises qui offriront des avantages à la collectivité. Bien qu'elle n'élabore pas de plans d'affaires ni de propositions pour les projets locaux, son personnel travaille avec les requérants afin de veiller à ce que chaque groupe ait les outils nécessaires pour réunir des capitaux d'une manière qui ne compromet pas les objectifs de la réglementation en matière de valeurs mobilières : protéger l'investisseur.

Le nombre total d'ordonnances rendues aux termes de la Loi sur les valeurs mobilières pour les trois derniers exercices est le suivant :

ORDONNANCES RENDUES	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Ordonnances de dispense	21	26	21
Ordonnances relatives aux offres publiques d'achat	0	0	4
Ordonnances relatives aux déclarations d'initié	0	0	2
Ordonnances relatives à l'information financière	80	98	94
Ordonnances d'interdiction d'opérations*	61	39	25
Ordonnances diverses	41	26	75

(*Les ordonnances d'interdiction d'opérations comprennent les interdictions permanentes et temporaires.)

Politiques et Lois

Les lois et les règles élaborées et administrées par la Commission doivent respecter un équilibre entre la protection de l'investisseur et l'établissement de marchés financiers efficaces et équitables. Comme les marchés évoluent constamment, la Commission doit surveiller et examiner sans cesse la réglementation en valeurs mobilières. Il est important de veiller à ce qu'aucune disposition nouvelle ou modifiée n'entrave, par mégarde, les activités des marchés manitobains, ne soit inutilement incompatible avec les dispositions des autres territoires ni ne crée des niveaux de risque inacceptables pour l'investisseur.

On trouvera ci-dessous quelques-uns des projets auxquels la Commission a participé en 2010-2011.

Législation fortement harmonisée

De concert avec les ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières et leur personnel, la Commission et les autres membres des ACVM continuent de cerner et de mettre en application des lois et des règles qui peuvent être fortement harmonisées entre les provinces et territoires qui participent au Conseil des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières. Ce travail débouche sur des textes législatifs fortement harmonisés dans des secteurs existants ainsi que dans des secteurs nouveaux comme la réglementation des organismes de surveillance des auditeurs et des agences de notation.

Politiques

Localement, la Commission continue d'insister sur l'élaboration de politiques utiles aux investisseurs et qui maintiennent l'équité dans les marchés. À l'échelle nationale, la Commission continue de travailler avec d'autres membres des ACVM à la mise en œuvre d'un nouveau régime d'information au moment de la souscription des organismes de placement collectif, à des propositions de modification des règles relatives à l'information continue et au prospectus, à la modernisation de la réglementation sur les fonds d'investissement et à l'incidence des IFRS sur les lois en matière de valeurs mobilières.

L'élaboration des politiques nationales se fait surtout par l'entremise de comités des ACVM. En 2010-2011, la Commission a fait partie de nombreux comités des ACVM et maintient son engagement à cet égard.

Règles, politiques et avis

La Commission détient le pouvoir législatif d'adopter des règles qui ont la même force et le même effet que les règlements pris en application des lois. Au cours de l'exercice 2010-2011, la plupart des règles adoptées par la Commission ont été des normes nationales représentant des règles mises en œuvre partout au Canada.

La Commission a aussi émis des politiques et des avis afin d'orienter les marchés en ce qui concerne l'application des lois en valeurs mobilières.

Au cours de la période, la Commission a émis 76 règles, avis et énoncés de politique qui traduisent l'harmonisation continue des règles et règlements en valeurs mobilières partout au pays.

Les règles, avis et énoncés de politiques publiés pour commentaires ou adoptés par la Commission au cours de l'exercice écoulé sont affichés sur son site Web.

ICE Futures Canada Inc.

Ayant son siège social à Winnipeg, ICE Futures Canada Inc. (ICE) est la seule bourse de contrats à terme de produits agricoles au Canada. ICE a été constituée aux termes de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*. Elle est aussi reconnue comme organisme d'autoréglementation en vertu de la loi.

La Commission surveille les activités de ICE afin de veiller à ce que les opérations soient réalisées selon des normes internationales ou au-delà de celles-ci. Le programme de surveillance de la Commission comprend l'examen continu des activités de ICE et de sa chambre de compensation, l'examen de ses règles et politiques ainsi que l'examen et la surveillance des produits offerts.

Enquêtes et Exécution

Plaintes et demandes de renseignements

Le personnel enquête sur les plaintes et traite les demandes de renseignements du public. La plainte peut porter sur la conduite d'un particulier ou d'une société inscrits pour négocier des titres ou sur des opérations réalisées par des personnes non inscrites au Manitoba. Les plaintes peuvent également avoir trait à des produits approuvés ou non au Manitoba.

Comme c'est le cas pour tout organisme d'enquête, la Commission doit examiner toutes les plaintes déposées sur la base de préjudices possibles causés aux marchés en général ou à un particulier.

Dans bon nombre de cas, le personnel de la Commission facilite la résolution de la plainte en discutant à la fois avec la maison de courtage et le client. Dans certains cas, les affaires qui portent sur la conduite d'une personne inscrite sont renvoyées, pour enquête et résolution, à un organisme d'autoréglementation comme l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) ou l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (ACFM).

Au cours de l'exercice 2010-2011, le nombre de plaintes relatives aux manœuvres frauduleuses, comme celles sur les titres bancaires de premier ordre et les prêts de régimes de retraite, est demeuré préoccupant. Ces activités illicites représentent des millions de dollars et continuent de viser tous les segments de la population. De telles manœuvres demeurent au cœur des mesures d'éducation du public mises en œuvre par la Commission.

	2010-2011	2009-2010
Demandes de renseignements relatifs aux enquêtes et à l'exécution	400	472
Dossiers d'enquête ouverts	86	60

Enquêtes

Le personnel affecté aux enquêtes examine de manière proactive les sites Web et autres publications afin de cerner les placements potentiellement illégaux avant que les auteurs de ces manœuvres frauduleuses ne réussissent à soutirer de l'argent au public. Dans certains cas, les promoteurs proposent des occasions de placement tout à fait légitimes, mais ne sont pas au courant des exigences découlant de la législation en valeurs mobilières. Dans d'autres cas, les auteurs des manœuvres frauduleuses cessent leurs activités dès qu'ils se rendent compte que le personnel les a à l'œil.

Dès qu'une enquête est ouverte, le personnel de la Commission essaie de réunir des preuves par l'interrogation de témoins et l'obtention de documents. Si la preuve ne peut être réunie avec le plein consentement des personnes concernées, une ordonnance peut être rendue afin de contraindre celles-ci à produire des preuves durant une enquête.

Par ailleurs, le personnel affecté aux enquêtes travaille en étroite collaboration avec d'autres organismes de réglementation et enquêteurs chargés de l'application de la loi. On peut ainsi demander aux enquêteurs de la Commission de réunir des preuves afin de contribuer à une enquête dans un autre territoire. Les enquêtes ayant lieu au Manitoba peuvent être coordonnées avec d'autres enquêtes menées ailleurs.

Processus d'audience

Une fois que la plainte a fait l'objet d'une enquête, on détermine si la preuve est suffisante pour justifier la tenue d'une audience devant la Commission ou pour engager des procédures devant la Cour provinciale.

La Commission tient des audiences :

- pour établir si l'inscription d'une société ou d'un particulier doit être maintenue;
- pour examiner une décision prise par le directeur;
- pour établir s'il faut interdire à une société ou un particulier le droit de négocier des titres;
- pour décider si des opérations sur titres doivent être suspendues;
- pour établir si une ordonnance d'indemnisation pour perte financière doit être rendue et (ou) si une pénalité administrative doit être imposée;
- pour établir si on doit interdire à un particulier d'être administrateur ou dirigeant d'un émetteur.

À la suite d'une audience, la Commission a aussi le pouvoir de rendre une ordonnance fondée sur celle rendue par un autre organisme de réglementation des valeurs mobilières. Le personnel de la Commission maintient des liens étroits avec tous les organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières afin de relever les cas pour lesquels il serait approprié de rendre une ordonnance réciproque au Manitoba. En 2010-2011, 30 ordonnances réciproques ont été rendues par la Commission à la suite d'ordonnances rendues dans d'autres territoires.

La Commission intente également des poursuites devant la Cour provinciale en cas d'infractions présumées aux lois qu'elle administre. Ces affaires peuvent se traduire par des amendes ou l'emprisonnement si l'accusé est trouvé coupable. Les audiences de la Commission menées devant la Cour provinciale ont donné lieu à des sentences d'emprisonnement dans quatre cas au cours de l'exercice.

En ce qui concerne les audiences administratives tenues devant un jury de la Commission au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2011, 33 avis d'audience ont été délivrés, 37 ordonnances ont été déposées, deux règlements extrajudiciaires ont été conclus et trois documents de décision ont été publiés. De plus, le personnel de la Commission a participé à cinq audiences devant la Cour provinciale pour des violations à la *Loi sur les valeurs mobilières* et, au 31 mars 2011, deux autres audiences devant cette même cour étaient en instance. Il y avait aussi deux cas en instance devant la Cour du Banc de la Reine.

Le détail des audiences et des poursuites en cours ou terminées est affiché sur le site Web de la Commission sous l'onglet *Audiences et poursuites*.

Demandes d'indemnisation pour perte financière

Le membre du public qui choisit d'investir dans des valeurs mobilières accepte le risque que la valeur au marché de son placement connaisse des hausses et des baisses. Par contre, il ne s'attend pas à ce que la valeur de son placement chute en raison d'une activité illégale ou inappropriée.

La Commission a été le premier organisme au Canada à obtenir le pouvoir, conféré par la loi, d'ordonner qu'une indemnité pour perte financière soit versée à un investisseur par suite de pratiques illégales ou inappropriées dans le cadre d'opérations sur valeurs. L'indemnisation maximale est de 250 000 \$. Un tel pouvoir constitue une solution de rechange au système judiciaire ainsi qu'un puissant outil de protection de l'investisseur. Grâce à cette option, toutes les questions de nature réglementaire et relatives aux pertes financières peuvent être traitées en une seule procédure pour l'investisseur et le sujet de l'audience de la Commission.

Le pouvoir que détient la Commission d'ordonner l'indemnisation d'un investisseur peut aussi constituer un incitatif puissant en vue de régler les plaintes comportant des pertes financières à un stade précoce et d'éviter ainsi que le client ne porte plainte devant la Commission ou ne dépense de l'argent pour que l'affaire soit entendue par les tribunaux.

La Commission publie un rapport qui donne le nombre de demandes d'indemnisation pour perte financière ainsi que leur statut. On trouvera le rapport sous l'onglet *Exécution* du site Web au www.msc.gov.mb.ca.

Mise en garde des investisseurs

La Commission considère que l'information des investisseurs est souvent le meilleur moyen d'éviter les pertes résultant d'opérations sur titres illégales ou inappropriées. Elle émet une mise en garde des investisseurs si elle juge nécessaire d'informer la population d'activités illicites ou qui posent un risque pour le public. Une mise en garde peut être émise même si on n'a pas eu le temps de réunir la preuve requise pour tenir une audience de la Commission ou pour intenter des poursuites devant les tribunaux.

Les mises en garde sont transmises aux médias et affichées sur le site Web de la Commission. Elles sont émises pour l'ensemble du Manitoba, mais elles peuvent aussi cibler des régions précises de la province où ont lieu les activités jugées inappropriées.

Éducation et Communications

À l'échelle mondiale, la littératie financière a fait des pas de géant en 2010-2011. Au Canada, le Groupe de travail sur la littératie financière a déposé son rapport en décembre 2010, après 18 mois de consultation auprès de divers intervenants. Le Groupe de travail avait comme mandat de soumettre des recommandations au ministre des Finances sur une stratégie nationale visant à consolider la littératie financière au Canada. Cette stratégie devait énoncer les éléments suivants :

- les objectifs globaux, ainsi qu'un plan d'action ciblé et concret pour renforcer la littératie financière de divers segments de la population;
- les façons de tirer parti des ressources existantes pour améliorer la littératie financière au Canada;
- les meilleures manières de promouvoir la littératie financière au Canada;
- un cadre de collaboration entre les divers intervenants – y compris les organisations gouvernementales à tous les paliers – afin d'optimiser les efforts déployés au Canada en matière de littératie financière et de réduire les chevauchements;
- les manières dont les différents intervenants doivent collaborer pour faire progresser la recherche sur la littératie financière au Canada;
-

- les façons d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie nationale, y compris l'établissement d'échéanciers raisonnables et de jalons de réalisation.

Dans le cadre de cette stratégie, le Groupe de travail a proposé un ensemble intégré de 30 recommandations dont le but est de renforcer la littératie financière chez les Canadiens.

Au Manitoba, il y a déjà beaucoup d'activité dans ce sens. La Section de l'éducation de la Commission est en effet engagée dans toute une gamme d'initiatives nationales et provinciales visant à améliorer la littératie financière chez tous les Manitobains.

Initiatives provinciales

Faites que ça compte

La Commission a poursuivi la promotion du guide parental et du guide de l'instructeur du programme Faites que ça compte. Elle a mené une campagne d'information à l'automne 2010 afin de promouvoir davantage le programme.

Distribution du programme	2010-2011 (exercice financier)	Total (depuis la création du programme)
Guide parental		
- Anglais	3 844	13 313
- Français	8	160
Guide de l'instructeur		
- Anglais	749	3 420
- Français	64	415

Mon faites que ça compte

S'il existe des programmes destinés aux parents et aux éducateurs sur la façon de parler de la gestion financière aux enfants, peu d'outils sont destinés aux jeunes. La Commission a été la première commission au Canada à créer une application mobile. Celle-ci peut être téléchargée gratuitement sur tout iPhone, iPod ou iPad. L'application permet de faire le suivi des revenus et des dépenses et elle aide les jeunes à se fixer des objectifs d'épargne et d'investissement. Elle a été téléchargée 2 782 fois et figure parmi les 100 applications favorites des utilisateurs Apple.

Commentaire d'un consommateur – « Je l'adore, je l'adore, je l'adore! J'ai déjà utilisé d'autres applications semblables, mais celle-ci les bat toutes à plate couture. C'est de loin l'application que j'utilise le plus, avec mon application bancaire. Toute personne qui cherche à savoir combien d'argent elle a et comment elle le dépense devrait la télécharger! Je l'adore. À installer absolument! »

Programmes permanents

La Commission a maintenu sa participation à diverses foires commerciales qui font la promotion de produits et de programmes de littératie financière auprès des Manitobains. Qu'il s'agisse de la conférence des groupes pédagogiques des enseignants ou de l'Association des comités de parents du Manitoba en passant par le Winnipeg International Children's Festival, toutes les occasions ont été bonnes pour encourager jeunes et adultes à épargner et à investir pour leur avenir.

La Section de l'éducation et celle de l'exécution ont élaboré ensemble un programme de formation sur les fraudes en matière de placement destiné aux organismes d'application de la loi. Certains des produits dont il est question dans le matériel didactique sont des instruments tout à fait légitimes lorsqu'ils sont dûment enregistrés et utilisés à des fins de commerce ou d'investissement parfaitement légales. Cependant, le matériel comprend aussi toute une gamme de produits bidon qui apparaissent continuellement dans le marché. Certains d'entre eux semblent légitimes (p. ex. les titres bancaires de premier ordre), mais il s'agit souvent de placements complètement illusoires. Ils sont habituellement vendus au moyen de techniques reposant sur la fausse représentation et la manipulation.

Le programme de formation comprend une présentation Power Point couvrant des sujets comme les statistiques sur les fraudes en matière de placement au Canada, les catégories d'inscription et les manœuvres frauduleuses courantes en investissement, dont des renseignements sur les caractéristiques des fraudeurs, les signaux d'alarme, la façon dont les fraudeurs gagnent la confiance de leurs victimes, un glossaire des termes de placement et une liste de ressources additionnelles conçues pour informer la population.

Le personnel de la Commission a participé à un atelier intitulé *Social Media Strategies for the Public Sector* (stratégies des réseaux sociaux pour le secteur public). À la suite de l'atelier, la Commission a commencé à utiliser les réseaux sociaux comme autre moyen d'atteindre le public. Elle possède maintenant une chaîne YouTube et une page Facebook et elle examine la possibilité d'envoyer des microbillets sur Twitter comme façon créative d'inviter les jeunes à en apprendre davantage sur l'épargne et l'investissement.

Le personnel tient à jour et améliore sans cesse le site Web de la Commission ainsi que sa composante éducative au www.msced.ca. De plus, des mises à niveau ont été apportées au site www.makeitcountonline.ca.

Partenariats

Au cours de l'exercice 2010-2011, la Commission a participé à une initiative nationale, sous les auspices de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada, en vue d'élaborer un programme d'éducation financière des adultes. Des experts en la matière se sont réunis pour cerner le contenu du programme qui couvrirait des sujets de littératie financière comme l'assurance, les impôts, l'investissement, etc. Durant l'exercice, des spécialistes en programmes d'études ont conçu dix modules, qui ont été révisés par les experts de chacun des domaines. On travaille présentement à des composantes additionnelles, et le programme devrait être lancé à l'échelle du pays en 2012.

La Commission a également participé à l'élaboration d'un portail manitobain sur les ressources en littératie financière hébergé par le site Web du ministère des Finances. On trouve d'ailleurs bon nombre des ressources de la Commission au www.gov.mb.ca/finance/literacy/index.html.

Initiatives nationales

La Commission travaille en étroite collaboration avec les ACVM à une variété d'initiatives visant à protéger et à informer le public. Au cours de l'exercice 2010-2011, la Commission

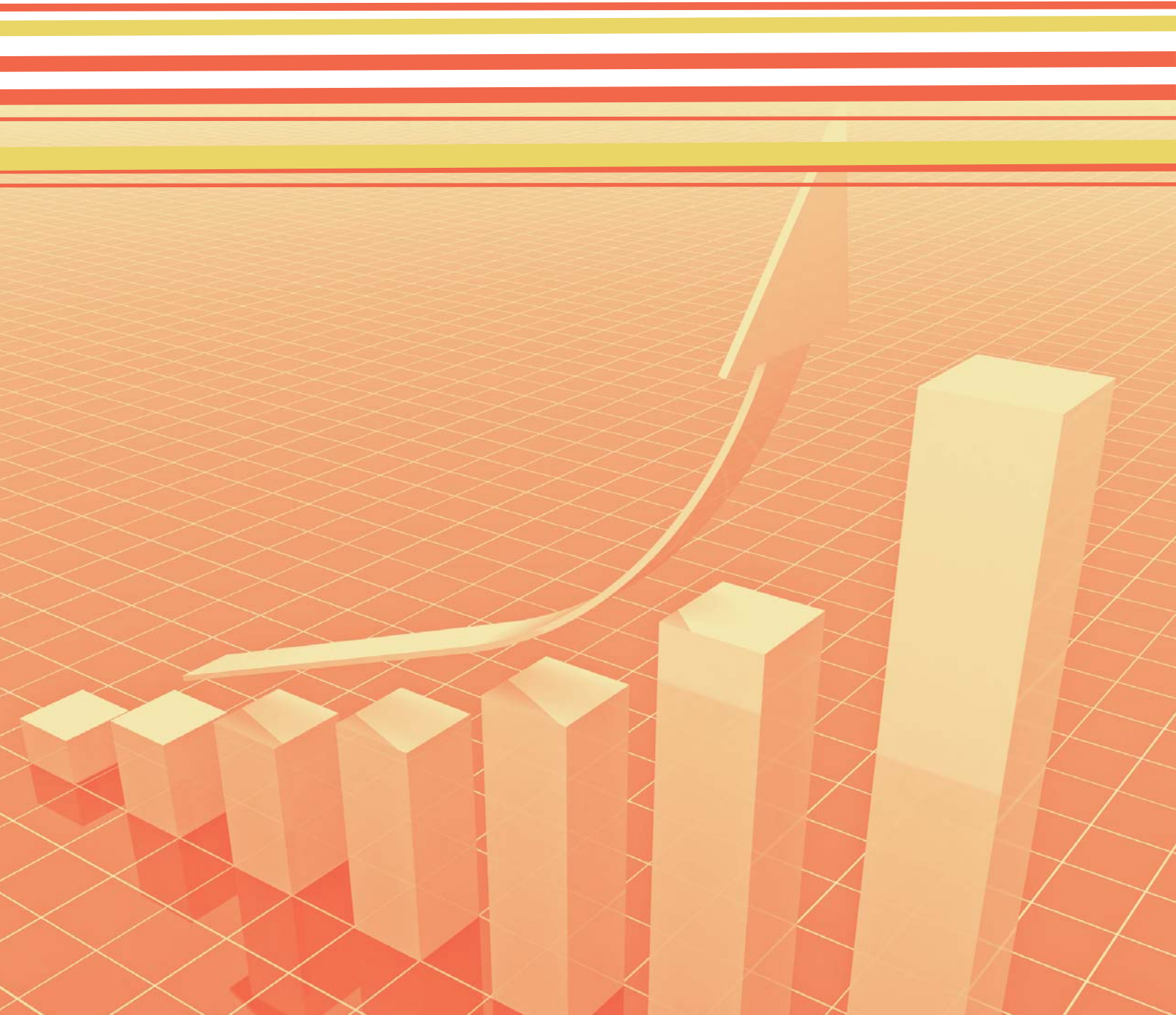
- a émis 31 communiqués conjoints avec les ACVM;
- a participé à l'élaboration du *Rapport sur l'application de la loi 2010*, dans lequel quatre cas du Manitoba figuraient comme causes représentatives;
- a fait la promotion du Défi « Entraîne-toi à épargner », un jeu-questionnaire en ligne mettant à l'épreuve les connaissances financières des jeunes de 15 à 21 ans; Adrian De Juan, de Winnipeg, a été déclaré gagnant pour le Manitoba;

- a dirigé la conception de l'application mobile *Mon faites que ça compte*, devenue une initiative nationale à l'usage de toutes les provinces et de tous les territoires.

La Commission occupe une place enviable puisqu'elle est à l'avant-garde de l'élaboration de programmes au Canada. Nous comptons poursuivre dans cette voie en apportant les ajustements nécessaires aux programmes existants, en faisant en sorte que les Manitobains soient de plus en plus conscients des programmes proposés et en continuant de les encourager à utiliser les ressources offertes.

Partie III

Évaluation du rendement et normes de service



Évaluation du rendement

Le processus de planification de la Commission est décrit dans trois documents. Le premier, le plan stratégique pluriannuel, indique les principaux enjeux de l'organisme et les stratégies pour y répondre. Les deux autres sont le plan d'affaires annuel et le document de planification.

Le plan d'affaires annuel s'appuie sur le plan stratégique et permet d'élaborer la feuille de route annuelle pour la mise en œuvre des stratégies tout en établissant le budget de fonctionnement de la Commission.

De son côté, le document de planification, auparavant appelé le tableau de bord équilibré, a été mis au point à l'origine par le personnel de la Commission avec l'aide de consultants externes et il a été lancé durant l'exercice 2002-2003. Le document du tableau de bord équilibré a été révisé et mis à jour par le personnel en 2006-2007 et a été rebaptisé « document de planification ».

Le document de planification est un document à double usage qui décrit les buts et les objectifs de la Commission ainsi que les actions requises pour les réaliser, de même que les moyens d'évaluer le succès de l'organisme. En d'autres termes, en plus de constituer un document d'évaluation du rendement, le document de planification sert de plan de travail afin de permettre aux diverses unités fonctionnelles de la Commission de réaliser la plupart des éléments du plan d'affaires.

La grille du document de planification divise les objectifs généraux de la Commission selon quatre aspects : finances, intervenants, questions internes, apprentissage et croissance. Sous chacun des aspects, en plus des buts et des objectifs énoncés, des mesures permettent de déterminer si la Commission a atteint ses objectifs pour l'exercice. Il y a deux types de mesures : quantitatives et qualitatives. Les mesures quantitatives sont celles qui se prêtent facilement à la détermination et à la comparaison. Il s'agit généralement d'éléments que l'on peut compter, comme le nombre de vérifications sur place réalisées au cours de l'exercice, le nombre de personnes ayant reçu une formation polyvalente, le nombre d'heures de formation et le nombre de programmes éducatifs offerts à la population.

Les mesures qualitatives se prêtent moins à la comparaison physique, mais elles sont considérées comme des indicateurs valables de la réalisation des objectifs de la Commission. Sous l'aspect des questions internes, par exemple, le premier but énoncé dans le document de planification est l'élaboration et le maintien d'une base de connaissances supérieures. Parmi les actions visant la réalisation de ce but, il y a la préparation de manuels de procédures et de politiques pour toutes les unités fonctionnelles. Le parachèvement des manuels est considéré comme une mesure qualitative étant donné que leur existence servira à accroître la compréhension du fonctionnement et les communications. Aux termes des mesures qualitatives, le parachèvement en temps opportun d'une action visant à atteindre les buts de l'organisme constitue en soi une mesure de la réalisation de ces buts.

Chaque année, le personnel des huit sections opérationnelles se réunit pour appliquer la grille à ses domaines d'intervention particuliers et établir les actions qui doivent être entreprises afin d'atteindre les buts. Chaque action vise un but ou un objectif précis. Chaque membre du personnel a la possibilité de participer à l'exercice. Les grilles de chacun des domaines d'intervention sont ensuite recueillies, examinées et intégrées au document de planification.

Le document de planification comprend aussi des dates butoirs, des résultats proposés et une colonne d'état (pour le suivi des résultats). Le personnel examine l'état du document de planification trimestriellement et, après la fin de l'exercice financier, un rapport final sur le rendement de l'organisme est distribué à tous. Comme cela a été le cas pour les exercices antérieurs, l'organisme a, dans l'ensemble, réalisé les objectifs qu'il s'était fixés. Cela est particulièrement vrai pour les domaines à l'égard desquels des objectifs de rendement quantitatif avaient été établis. Dans les quelques domaines où les objectifs

de rendement n'ont pas été atteints durant l'exercice, des raisons valables sont présentées et des buts et objectifs sont réévalués et établis pour le cycle suivant.

La Commission considère que le document de planification est un outil très précieux pour le processus de planification et de rapport ainsi qu'une méthode valable pour établir les objectifs et tirer parti des talents de tous les membres du personnel dans la détermination des actions visant à atteindre les objectifs et des mesures du rendement. Le document est en grande partie une création du personnel de la Commission et, même s'il y a toujours des divergences d'opinions quant à la façon de voir et de mesurer le rendement, l'équipe responsable de l'évaluation de l'efficacité de la Commission en 2002 a jugé le document complet, raisonnable et approprié. La Commission est consciente de l'importance que ses perspectives de mesure du rendement demeurent à jour; c'est pourquoi la haute direction, de concert avec le comité de direction étendu, examine régulièrement le document de planification.

Normes de service

Parmi les normes de service en vigueur, il y a l'engagement à procéder rapidement en ce qui concerne l'examen des prospectus et des demandes ainsi que le dépôt des décisions à la suite des audiences administratives.

En matière d'audiences, la Commission fournira des motifs de décision écrits dans les six semaines suivant la clôture d'une audience d'une semaine (cinq jours) ou moins. Les membres de la Commission appelés à siéger à des jurys s'efforceront de produire une décision écrite en temps opportun dans le cas des audiences plus longues, ce qui dépendra de l'ampleur de la preuve devant être examinée avant de rendre la décision. Cette norme de service a été adoptée à la fin de l'exercice 2007-2008 et a été respectée jusqu'ici.

Pour ce qui est des examens de prospectus, le personnel de la Commission s'assurera que toutes les normes précisées dans le régime de passeport pour l'examen des prospectus provisoires, des prospectus ordinaires, des prospectus simplifiés et des modifications seront respectées ou surpassées si la Commission est l'autorité principale. Il s'agit notamment des délais suivants :

- prospectus provisoire et prospectus ordinaire – examen et production d'une lettre de commentaires dans les dix jours ouvrables;
- prospectus simplifié provisoire ou prospectus préalable – examen et production d'une lettre de commentaires dans les trois jours ouvrables;
- modification d'un prospectus ordinaire provisoire – examen et production d'une lettre de commentaires dans les cinq jours ouvrables;
- modification d'un prospectus simplifié provisoire – examen et production d'une lettre de commentaires dans les deux jours ouvrables;
- modification finale d'un prospectus – trois jours pour un prospectus ordinaire et deux jours pour un prospectus simplifié.

Pour ce qui est de l'examen de l'information continue, le personnel veillera à ce que le Manitoba respecte les objectifs fixés par le programme d'examen de l'information continue des ACVM.

En ce qui concerne les délais d'examen des demandes, la question fait présentement l'objet d'une étude par un comité approprié des ACVM en vue de sa mise en œuvre dans un cadre harmonisé partout au pays. La Commission fera en sorte de respecter les normes du régime de passeport une fois qu'elles seront établies.

Partie IV

Division de
l'immobilier



Aperçu

La Division de l'immobilier administre la *Loi sur les courtiers en immeubles* et la *Loi sur les courtiers d'hypothèques*. Elle est responsable de l'inscription des courtiers et des vendeurs immobiliers ainsi que des courtiers et des vendeurs d'hypothèques, de l'enquête sur les plaintes concernant des infractions présumées aux lois et de la protection du public par l'accroissement et le maintien des normes du secteur.

Inscription en ligne

En février 2010, un système d'inscription en ligne a été rendu accessible au secteur de l'immobilier. Les membres peuvent donc renouveler leur inscription en ligne et apporter certaines modifications à leurs données. Plus du tiers des courtiers immobiliers sont inscrits au système. Ils peuvent aussi obtenir des renseignements à jour sur leur situation personnelle quant à la formation obligatoire et certaines données antérieures relatives à leur inscription.

Éducation

Les cours de formation préalable à l'obtention du permis et les examens destinés aux candidats sont prescrits par la Commission et gérés par la MREA pour la Division de l'immobilier. Les normes de formation sont surveillées par le registraire, qui siège aux comités d'éducation et d'examen de la MREA.

En 2010-2011, 774 personnes se sont inscrites aux cours préalables à l'obtention du permis.

En tout, 1 832 personnes inscrites ont suivi, dans le cadre de la formation continue obligatoire (MCE 10), le cours de six heures intitulé *Legal Update and Practice Guidelines*. C'était la dixième année du cours de formation continue du secteur. Le matériel du cours est révisé et approuvé par le Comité de l'éducation, auquel siège le registraire.

Pendant l'exercice, le personnel de la MREA et celui de la Commission ont poursuivi la mise à niveau des cours de formation préalable à l'obtention du permis. Des cours en ligne offerts aux personnes souhaitant devenir des vendeurs sont en place et remportent beaucoup de succès. Le matériel d'information destiné aux personnes intéressées par une carrière en immobilier est distribué à l'occasion de diverses manifestations sur les carrières et accessible sur les sites Web de la Commission et de la MREA. La mise à niveau du matériel pédagogique se poursuit sur une base permanente.

Inscriptions

En tout, 2 571 inscriptions ont été réalisées pour des vendeurs, agents autorisés, courtiers en immeubles et courtiers d'hypothèques.

Au cours de l'exercice, de nombreuses modifications d'inscription ont été traitées aux termes de la *Loi sur les courtiers en immeubles* à la suite de changements de nom ou d'adresse et de réorganisations d'entreprises. Par ailleurs, quinze rétablissements et 115 transferts de vendeurs ont été traités.

Dépôts d'information financière et vérifications de conformité

Le personnel de la Commission examine les relevés annuels des comptes en fiducie des courtiers en immeubles, les états financiers des courtiers d'hypothèques et les rapports de conformité des comptes en fiducie déposés auprès du registraire et il informe les courtiers en immeubles et d'hypothèques des dispositions juridiques concernant les comptes en fiducie. Le programme de conformité consiste en des vérifications sur place et des visites de suivi et il fournit des renseignements aux comptables professionnels qui préparent les rapports obligatoires.

Au cours de l'exercice, le personnel a examiné 378 rapports déposés par des courtiers en immeubles et d'hypothèques et 18 rapports finals de courtiers ayant mis fin à leurs activités. La Commission a suspendu quatre courtiers ayant omis de déposer leur relevé annuel de compte en fiducie dans les délais prescrits.

Enquêtes et exécution

Le programme d'exécution porte sur les domaines d'enquête suivants :

- plaintes pour infractions présumées aux lois et pour conduite irrégulière;
- antécédents des candidats et conduite des personnes inscrites;
- opérations présumées par des non-inscrits.

En plus du nombre de plaintes et de demandes de renseignements diverses traitées quotidiennement, 103 plaintes formelles et écrites ont fait l'objet d'une enquête en 2010-2011. L'enquête sur 50 de ces plaintes était toujours en cours au 31 mars 2011. Les enquêtes terminées ont donné les résultats suivants :

- 31 plaintes ont été jugées sans fondement ou ont été résolues avec l'aide du personnel de la Commission;
- 17 plaintes se sont traduites par un avertissement ou une réprimande;
- 5 plaintes ont donné lieu à d'autres mesures (un contact entre le courtier ou le vendeur et un membre du personnel de la Commission permet parfois de résoudre la plainte).

Politiques et Lois

Élaboration de politiques

Le personnel de la Division de l'immobilier est responsable de l'administration des politiques générales, d'inscription et d'éducation en matière d'immobilier.

Le registraire siège au Conseil consultatif de l'immobilier, organisme discrétionnaire qui conseille la Commission et la MREA et leur soumet des recommandations sur des questions touchant le secteur. Le conseil se compose de dix membres représentant divers participants du secteur, le registraire étant le représentant de la Commission.

En 2010-2011, le conseil a traité notamment les questions suivantes :

- recommandations de modifications à la *Loi sur les courtiers en immeubles*;
- politiques et lignes directrices pour le secteur de l'immobilier;
- catégories d'inscription;
- examen des modifications proposées à la formule *Offre d'achat d'une maison résidentielle*.

Comptes en fiducie

Intérêts touchés sur les comptes en fiducie des courtiers

Les intérêts des comptes en fiducie des courtiers en immeubles sont versés à la Commission. Le Comité consultatif de l'immobilier, créé aux termes des règlements pris en application de la *Loi sur les courtiers en immeubles*, recommande des projets liés à l'immobilier devant faire l'objet d'un financement à partir des intérêts touchés par la Commission. Les fonds non affectés à des projets sont versés au ministre des Finances le 31 mars de chaque année.

Les résultats du programme pour 2010-2011 sont les suivants :

RECETTES (en milliers de dollars)

Intérêts reçus	126 \$
Intérêts utilisés :	
MREA – Cours sur la législation en matière de concurrence	24 \$
Projet de cybercollège	25 \$
Séminaires sur l'Offre d'achat d'une maison résidentielle	22 \$
Habitat pour l'humanité	25 \$
Ministre des Finances	30 \$
	126 \$

Fonds en fiducie non réclamés

L'article 26 de la *Loi sur les courtiers en immeubles* permet aux courtiers de verser à la Commission les fonds non réclamés de leurs comptes en fiducie dans le but d'effacer ces fonds de leurs registres. Les fonds sont gardés en fiducie par la Commission au cas où le propriétaire légitime soumettrait une réclamation. Une réserve est constituée dans le compte à la fin de l'exercice, et le solde est versé au ministre des Finances.

Les résultats du programme pour 2010-2011 sont les suivants :

RECETTES (en milliers de dollars)

Comptabilisées comme suit :

Solde au 31 mars 2010	25 \$
Fonds reçus durant l'exercice	33 \$
Total partiel	58 \$
Montant versé	
Ministre des Finances	33 \$
Solde au 31 mars 2010	25 \$

Partie V

Technologie de
l'information



Aperçu

Voici les systèmes internes qui étaient en place à la Commission au 31 mars 2011 :

- Système d'information de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba 2.0 (SICVM 2.0);
- Système d'inscription en ligne de la Division de l'immobilier.

Le système en ligne permet l'inscription en ligne et le paiement par carte de crédit. Le Système d'information en immobilier (SII) demeurera opérationnel à des fins d'archives seulement.

La Commission utilise aussi Great Plains de Microsoft, progiciel de comptabilité et d'information financière, pour tous ses besoins dans ces deux domaines.

Par ailleurs, la Commission possède des interfaces avec les systèmes nationaux suivants des ACVM :

- Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR);
- Système d'affichage et de diffusion des interdictions d'opérations sur valeurs SADIOV;
- Système électronique de déclaration des initiés (SEDI); et
- Base de données nationale d'inscription (BDNI).

Ces systèmes permettent à la Commission de recevoir et de stocker des renseignements pertinents ainsi que des documents déposés aux termes de la *Loi sur les valeurs mobilières*, de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*, de la *Loi sur les courtiers en immeubles* et de la *Loi sur les courtiers d'hypothèques*, et d'y avoir accès. La maintenance et l'évolution des systèmes internes et externes assurent un fonctionnement quotidien efficace et efficient.

La Commission possède un comité permanent de la technologie de l'information qui se réunit régulièrement pour évaluer et prioriser ses besoins en matière de systèmes d'information. Elle utilise Request Tracker pour répertorier les diverses modifications nécessaires qui sont apportées au SICVM 2.0.

Partie VI

Loi sur les divulgations faites dans
l'intérêt public (Protection des
divulgateurs d'actes répréhensibles)



La Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles) est entrée en vigueur en avril 2007. Elle propose un processus précis aux employés pour que ces derniers divulguent leurs préoccupations au sujet d'actes importants et graves (actes répréhensibles) commis dans l'administration publique et elle renforce la protection contre les représailles. Elle s'appuie sur des protections qui sont déjà en place en vertu d'autres lois ainsi que sur les droits syndicaux, les politiques, les pratiques et les procédures en vigueur dans l'administration publique manitobaine.

Les actes répréhensibles visés par cette loi sont les suivants : infraction à une loi provinciale ou fédérale; action ou omission mettant en péril la sécurité publique, la santé publique ou l'environnement; cas grave de mauvaise gestion; fait de sciemment ordonner ou conseiller à une personne de commettre un acte répréhensible. La loi n'a pas pour but de traiter les questions administratives ou opérationnelles courantes.

Une divulgation faite de bonne foi et conformément à la loi par un employé qui a des motifs raisonnables de croire qu'un acte répréhensible a été commis ou est sur le point de l'être est considérée comme une divulgation en vertu de la loi, que l'objet de la divulgation constitue ou non un acte répréhensible. Toutes les divulgations reçues doivent être examinées minutieusement afin de déterminer si une mesure est requise en vertu de la loi et elles doivent être signalées dans le rapport annuel de l'entité conformément à l'article 18 de la loi.

Voici un sommaire des divulgations reçues par la Commission des valeurs mobilières du Manitoba au cours de l'exercice 2010-2011.

Renseignements requis chaque année (article 18 de la Loi)	Exercice 2010-2011
Nombre de divulgations reçues et nombre de divulgations auxquelles il a été donné suite et auxquelles il n'a pas été donné suite Alinéa 18(2)a)	NÉANT
Nombre d'enquêtes ouvertes à la suite des divulgations Alinéa 18(2)b)	NÉANT
Dans le cas où, par suite d'une enquête, il est conclu qu'un acte répréhensible a été commis, description de l'acte en question et recommandations faites ou mesures correctives prises relativement à cet acte ou motifs invoqués pour ne pas en prendre Alinéa 18(2)c)	NÉANT

Partie VII

Commentaires financiers



Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente les résultats d'exploitation de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba pour l'exercice terminé le 31 mars 2011. Il doit être lu conjointement avec les états financiers audités.

Résultats d'exploitation

Résultat net

Le résultat net de l'exercice terminé le 31 mars 2011 s'est inscrit à 10,2 millions de dollars (M\$), en hausse de 1,2 \$ par rapport à l'exercice précédent. Les recettes de 14,3 M\$ ont dépassé le budget par une somme de 2,8 M\$. Les dépenses de 4,1 M\$ sont inférieures de 547 000 \$ au budget. Cela donne un résultat net supérieur de 3,3 M\$ aux prévisions, soit un écart de 48 %.

Recettes

Grâce à l'accroissement de l'activité des marchés, la Commission a été en mesure de dépasser de 24 % ou 2,8 M\$ ses objectifs de recettes. Pour l'exercice, les recettes ont totalisé 14,3 M\$ par rapport aux 13,1 M\$ de 2009-2010. Le tableau 1 donne les détails des recettes.

Tableau 1

Recettes (en milliers de dollars)	2010-2011	% du total	2009-2010	% du total	% de hausse (baisse) en 2011 sur 2010
Droits relatifs au financement des entreprises	7 872 \$	56 %	7 574 \$	58 %	4 %
Droits d'inscription	5 321 \$	37 %	4 537 \$	35 %	17 %
Droits d'états financiers	441 \$	3 %	432 \$	3 %	2 %
Droits de dépôt de demande	156 \$	1 %	177 \$	1 %	(13 %)
Droits du secteur immobilier	405 \$	3 %	401 \$	3 %	1 %
Revenu de placement	54 \$	- %	11 \$	- %	391 %)
Autres	1 \$	- %	1 \$	- %	- %
	14 250 \$	100 %	13 133 \$	100 %	2 %

Les droits relatifs au financement des entreprises et les droits d'inscription ont représenté 93 % des recettes de la Commission en 2010-2011, soit un pourcentage identique à celui de 2009-2010. Les droits relatifs au financement des entreprises comprennent les droits liés aux prospectus et ceux liés aux dépôts, comme les notices annuelles et les émissions de droits. Les droits d'inscription sont facturés aux conseillers, aux courtiers et aux vendeurs.

Dépenses

Les dépenses totales de l'exercice 2010-2011 ont été de 4,1 M\$, une baisse de 3 % par rapport à 2009-2010 (4,2 M\$). Le tableau 2 donne les détails des dépenses.

Tableau 2

Dépenses (en milliers de dollars)	2010-2011	% du total	2009-2010	% du total	% de hausse (baisse) en 2011 sur 2010
Salaires et avantages sociaux	2 803 \$	69 %	2 836 \$	68 %	(1 %)
Frais d'exploitation*	1 245 \$	31 %	1 306 \$	31 %	(5 %)
Amortissement	21 \$	- %	52 \$	1 %	(148 %)
	4 069 \$	100 %	4 194 \$	100 %	(3 %)

*Pour connaître le détail des frais, voir l'état des revenus dans les états financiers audités.

Les dépenses totales ont été de 13 % inférieures au budget. Les écarts au chapitre des salaires et avantages sociaux et des frais d'exploitation sont expliqués ci-dessous.

Salaires et avantages sociaux

Dans l'ensemble, le poste des salaires et des avantages sociaux a reculé de 1 % (33 000 \$) par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, il s'est inscrit à 12 % en deçà des prévisions budgétaires en raison de vacances à des postes de commis de bureau et du recours au programme volontaire de la semaine de travail réduite par le personnel.

Frais d'exploitation

Les frais d'exploitation ont été inférieurs de 5 % à ceux de l'exercice antérieur et ils se sont inscrits à 209 000 \$, ou 17 %, en deçà du budget. Les principaux écarts sont les suivants :

- services à contrat – 16 000 \$ en deçà du budget en raison de coûts moins élevés que prévu pour les frais d'Internet et de soutien des systèmes d'information;
- initiatives des ACVM – 42 000 \$ en deçà du budget en raison de coûts moins élevés que prévu au chapitre des initiatives nationales;
- services professionnels – 30 000 \$ en deçà du budget en raison de coûts moins élevés que prévu pour les services juridiques et de transcription;
- déplacements – 26 000 \$ en deçà du budget principalement en raison des initiatives de gestion des dépenses;
- perfectionnement du personnel – 14 000 \$ en deçà du budget en raison des initiatives de gestion des dépenses.
- matériel et fournitures de bureau – 32 000 \$ en deçà du budget en raison des initiatives de gestion des dépenses;
- ressources en recherche – 24 000 \$ en deçà du budget en raison de coûts moins élevés que prévu pour les ressources documentaires en éducation;
- initiatives en éducation – 13 000 \$ en deçà du budget en raison de la modification du calendrier de certaines initiatives.
-

Aucune dépense n'a été supérieure aux prévisions budgétaires.

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations ont totalisé 2 000 \$ en 2010-2011 et ont été consacrées au poste du mobilier et des agencements. Elles ont été financées par le fonds d'exploitation.

Charges

Les charges à payer ont été de 32 000 \$ comparativement à 56 000 \$ l'exercice précédent. Au 31 mars 2011, le solde représentait des obligations envers les fournisseurs. Les passifs découlant des droits à congé annuel et des indemnités de départ étaient de 238 000 \$ et de 278 000 \$ respectivement (contre 227 000 \$ et 251 000 \$ au 31 mars 2010). Les salaires et avantages sociaux à payer étaient de 43 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, comparativement à 31 000 \$ l'exercice précédent.

Aliénation du surplus du fonds d'exploitation

La Commission a effectué les versements trimestriels obligatoires à la Province du Manitoba pour un total de 8,8 M\$. Le montant du paiement est calculé chaque année et il est inclus dans le plan d'affaires de la Commission comme aliénation du surplus du fonds d'exploitation dans l'état des bénéfices non répartis.

Liquidités

Les liquidités peuvent être définies comme la capacité d'un organisme à faire face à ses obligations financières quand celles-ci deviennent exigibles. La gestion des liquidités permet de s'assurer que des fonds sont disponibles pour respecter les engagements et elle suppose un processus continu de prévisions et de suivi des flux de trésorerie. La Commission a besoin de liquidités principalement pour financer ses activités et ses dépenses en immobilisations. Son objectif est d'avoir en main des fonds suffisants pour maintenir ses activités même si ses recettes devaient être inférieures à ses dépenses.

Au 31 mars 2011, la Commission affichait des liquidités totalisant 10,4 M\$ et elle avait accès à une avance de fonds de roulement de 500 000 \$ auprès de l'Office de financement des organismes de service spécial.

Les placements à long terme de 269 000 \$ sont évalués au coût et constitués de placements à long terme détenus par la Province du Manitoba dans un compte en fiducie portant intérêt au taux du marché. Ils doivent servir à financer les soldes des droits à congé annuel et des indemnités de départ acquis au moment où la Commission est devenue un organisme de service spécial. (Voir la note 7 des états financiers.)

Au 31 mars 2011, la Commission avait accumulé 750 000 \$ dans son fonds de réserve pour financer des dépenses extraordinaires de nature réglementaire et parer aux variations imprévues des marchés ayant une incidence négative sur ses recettes. Ces fonds sont placés auprès de la Division de la trésorerie de la Province du Manitoba. La Commission peut y avoir accès au besoin.

Perspectives pour 2011-2012

Pour le prochain exercice, la Commission compte générer un résultat net de 6,8 M\$. Cela se traduit par des prévisions budgétaires de 11,5 M\$ au chapitre des recettes et de 4,7 M\$ pour les dépenses. L'aliénation du surplus du fonds d'exploitation a été fixée à 8,8 M\$ pour l'exercice 2011-2012.

La Commission n'ayant aucune maîtrise sur les conditions du marché, les recettes prévues sont sujettes aux fluctuations.

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'INFORMATION FINANCIÈRE

La responsabilité des états financiers et des autres renseignements présentés dans le rapport annuel relève de la direction de la Commission. Les présents états financiers ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, en fonction des meilleures estimations possibles et du bon jugement de la direction, le cas échéant. Les états financiers de la Commission ont été audités par BDO, auditeur externe indépendant.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, la Commission maintient des systèmes de comptabilité et de contrôle interne conçus pour assurer, dans une mesure raisonnable, la fiabilité et l'exactitude de l'information financière et la sauvegarde de l'actif.

La direction de la Commission se réunit périodiquement afin d'examiner les pratiques comptables et l'information financière. Les auditeurs peuvent à leur gré rencontrer la direction afin de discuter des résultats de leur audit et exposer leur opinion sur la pertinence des contrôles internes et sur la qualité de l'information financière.

Au nom de la direction,



Donald G. Murray
Président et chef de la direction



Robert B. Bouchard
Chef de l'administration



Marlene Nemes
Contrôleuse

Le 9 juin 2011

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

États financiers
Exercice terminé le 31 mars 2011

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

États financiers

Exercice terminé le 31 mars 2011

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	2
États financiers	
Bilan	3
État du résultat net et du résultat étendu	4
État des bénéfices non répartis	5
État du fonds de réserve	5
État des flux de trésorerie	6
Résumé des principales méthodes comptables	7
Notes afférentes aux états financiers	8
Information supplémentaire	
Annexe – Divulcation de la rémunération dans le secteur public	15

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Office de financement des organismes de service spécial

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la **COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2011 et les états du résultat net et du résultat étendu, des bénéfices non répartis, du fonds de réserve et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA** au 31 mars 2011, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

BDO Canada LLP

Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 9 juin 2011

BDO Canada LLP, a Canadian limited liability partnership, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms.

BDO Canada s.r.l. - una società canadiana a responsabilità limitata - è membro di BDO International Limited - società di diritto anglais - et fait

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Bilan

(en milliers de dollars)

31 mars **2011** 2010

Actif

Actif à court terme

Encaisse et dépôts à court terme (note 4)	10 382 \$	8 978 \$
Comptes débiteurs (note 5)	40	15
Charges payées d'avance	42	45

10 464 9 038

Dépôts à court terme avec restrictions (note 6) **750** 750

Placements à long terme (note 7) **269** 269

Immobilisations (note 8) **44** 63

11 527 \$ **10 120 \$**

Passif et avoir propre

Passif à court terme

Comptes créditeurs et charges à payer	32 \$	56 \$
Droits à congé annuel à payer	238	227
Salaires et avantages sociaux à payer	43	31

313 314

Passif découlant des indemnités de départ (note 9) **278** 251

591 565

Engagements (note 10)

Fonds de réserve (note 11) (page 5) **750** 750

Bénéfices non répartis (page 5) **10 186** 8 805

10 936 9 555

11 527 \$ **10 120 \$**

Le résumé des principales méthodes comptables et les notes qui accompagnent les états financiers font partie intégrante de ces derniers.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA
État du résultat net et du résultat étendu
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	2011	2010
Recettes		
Droits	14 195 \$	13 121 \$
Intérêts	54	11
Divers	1	1
	14 250	13 133
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	2 803	2 836
Perfectionnement du personnel et droits professionnels	32	26
Locaux	262	245
Services à contrat	283	292
Services professionnels	127	135
Initiatives des ACVM*	98	89
Déplacements	63	67
Télécommunications	62	60
Matériel et fournitures de bureau	77	79
Initiatives d'éducation et d'information	184	198
Amortissement – immobilisations	21	52
Ressources de recherche	32	90
Divers	25	25
	4 069	4 194
Résultat net et résultat étendu de l'exercice (page 5)	10 181 \$	8 939 \$

* Autorités canadiennes en valeurs mobilières

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

État des bénéfices non répartis

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	2011	2010
Bénéfices non répartis, au début de l'exercice	8 805 \$	7 716 \$
Résultat net et résultat étendu de l'exercice (page 4)	10 181	8 939
Aliénation du surplus du fonds d'exploitation (note 12)	(8 800)	(7 850)
Bénéfices non répartis, à la fin de l'exercice (page 3)	10 186 \$	8 805 \$

État du fonds de réserve

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	2011	2010
Solde, au début de l'exercice	750 \$	750 \$
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-
Solde, à la fin de l'exercice (page 3)	750 \$	750 \$

Le résumé des principales méthodes comptables et les notes qui accompagnent les états financiers font partie intégrante de ces derniers.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA
État des flux de trésorerie
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Résultat net et résultat étendu de l'exercice	10 181 \$	8 939 \$
Redressement pour amortissement - immobilisations	21	52
	10 202	8 991
 Variation du fonds de roulement hors liquidités		
Comptes débiteurs	(25)	4
Charges payées d'avance	3	(1)
Comptes créditeurs et charges à payer	(24)	(11)
Droits à congé annuel à payer	11	(12)
Salaires et avantages sociaux à payer	12	10
	(23)	(10)
 Passif découlant des indemnités de départ	27	36
	10 206	9 017
 Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2)	(2)
 Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Aliénation du surplus du fonds d'exploitation	(8 800)	(7 850)
 Augmentation nette des liquidités	1 404	1 165
 Liquidités, au début de l'exercice	8 978	7 813
 Liquidités, à la fin de l'exercice	10 382 \$	8 978 \$
 Information supplémentaire :		
Intérêts perçus	43 \$	16 \$

Le résumé des principales méthodes comptables et les notes qui accompagnent les états financiers font partie intégrante de ces derniers.

6

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Résumé des principales méthodes comptables

Exercice terminé le 31 mars 2011

Mode de présentation	Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.										
Immobilisations	Les immobilisations sont inscrites au coût et elles sont amorties selon leur durée de vie estimative, comme suit : <table><tr><td>Matériel de bureau</td><td>20 % (amortissement linéaire)</td></tr><tr><td>Mobilier et agencements</td><td>20 % (amortissement linéaire)</td></tr><tr><td>Améliorations locatives</td><td>10 % (amortissement linéaire)</td></tr><tr><td>Matériel informatique</td><td>20 % (amortissement linéaire)</td></tr><tr><td>Logiciels</td><td>20 % (amortissement linéaire)</td></tr></table> La règle de la demi-année s'applique pour les années d'acquisition.	Matériel de bureau	20 % (amortissement linéaire)	Mobilier et agencements	20 % (amortissement linéaire)	Améliorations locatives	10 % (amortissement linéaire)	Matériel informatique	20 % (amortissement linéaire)	Logiciels	20 % (amortissement linéaire)
Matériel de bureau	20 % (amortissement linéaire)										
Mobilier et agencements	20 % (amortissement linéaire)										
Améliorations locatives	10 % (amortissement linéaire)										
Matériel informatique	20 % (amortissement linéaire)										
Logiciels	20 % (amortissement linéaire)										
Constatation des recettes	Les droits et les recouvrements de coûts sont comptabilisés dès réception. Le revenu de placement est constaté selon les modalités des placements visés.										
Utilisation d'estimations	L'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés, sur la déclaration des éventualités à la date des états financiers ainsi que sur les montants des recettes et des dépenses comptabilisés durant la période visée. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.										

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

1. Nature de l'organisme

Le 1^{er} avril 1999, le lieutenant-gouverneur en conseil a désigné, en vertu du décret n° 144/1999, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba comme organisme de service spécial aux termes de la *Loi sur l'Office de financement des organismes de service spécial* (C.P.L.M. c.S185). Le décret ordonnait aussi à l'Office de financement des organismes de service spécial et au ministre de la Consommation et des Corporations, ce dernier étant responsable de la Commission, de conclure une entente de gestion relativement à la Commission.

L'entente de gestion intervenue entre l'Office de financement des organismes de service spécial et le ministre de la Consommation et des Corporations confère à la Commission des valeurs mobilières du Manitoba la responsabilité de gérer l'actif transféré, dans le cadre de la prestation de services réglementés.

En 2002, le ministre des Finances est devenu le ministre responsable de la Commission.

2. Modifications apportées aux méthodes comptables

Modifications comptables importantes

Aucune modification comptable importante n'est entrée en vigueur pour la Commission au cours de l'exercice 2010-2011.

Modifications comptables à venir

La Commission adoptera les normes comptables pour le secteur public (NCSP) du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public à compter du 1^{er} avril 2011. La Commission évalue présentement l'incidence qu'aura l'adoption des NCSP sur ses états financiers.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

3. Instruments financiers et gestion des risques financiers

Les actifs et passifs financiers sont d'abord comptabilisés à leur juste valeur. Leur évaluation au cours de périodes subséquentes varie selon leur classement. Les instruments financiers sont classés dans l'une ou l'autre des cinq catégories suivantes : détenus aux fins de négociation, disponibles pour vente, détenus jusqu'à l'échéance, prêts et comptes débiteurs et autres passifs financiers. Tous les instruments financiers classés comme étant détenus aux fins de négociation ou disponibles pour vente sont par la suite évalués à leur juste valeur, et toute variation de la juste valeur est constatée dans les bénéfices nets et les autres éléments du résultat étendu, respectivement. Tous les autres instruments financiers sont ensuite évalués au coût après amortissement, qui est déterminé selon la méthode des intérêts effectifs.

Catégories des instruments financiers	Détenus aux fins de négociation	Prêts et comptes débiteurs	Autres passifs financiers
Encaisse et dépôts à court terme	10 382 \$	- \$	- \$
Placements à long terme	269	-	-
Dépôts à court terme avec restrictions	750	-	-
Comptes débiteurs	-	40	-
Comptes créditeurs et charges à payer	-	-	32
Salaires et avantages sociaux à payer	-	-	43

Les gains et les pertes réalisés sur des instruments financiers subséquemment évalués à leur coût après amortissement sont constatés dans l'état des résultats et l'état des bénéfices non répartis au cours de la période de matérialisation des gains ou des pertes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant détenus aux fins de négociation sont constatées dans l'état des résultats et l'état des bénéfices non répartis de la période en cours. Les variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant disponibles pour la vente sont constatées dans les autres résultats étendus jusqu'à leur matérialisation, où elles sont comptabilisées dans l'état des résultats et l'état des bénéfices non répartis.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des comptes débiteurs, des comptes créditeurs et des charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Gestion des risques financiers – Aperçu

La Commission est exposée aux risques suivants en raison de son recours aux instruments financiers : risque de crédit, risque d'illiquidité, risque de marché, risque de taux d'intérêt et risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne respecte pas une obligation et cause une perte financière à une autre partie. Les instruments financiers qui exposent potentiellement la Commission à un risque de crédit sont principalement l'encaisse, les dépôts à court terme et les comptes débiteurs.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

3. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Au 31 mars 2011, l'exposition maximale de la Commission à un risque de crédit s'établissait comme suit :

Encaisse, dépôts à court terme et placements à long terme	11 401 \$
Comptes débiteurs	40
	11 441 \$

Encaisse, dépôts à court terme et placements à long terme : la Commission n'est pas exposée à un risque de crédit important, car l'encaisse et les dépôts à terme sont principalement détenus par le ministre des Finances.

Comptes débiteurs : la Commission n'est pas exposée à un risque de crédit important, car les comptes débiteurs se composent d'intérêts courus exigibles de la Province du Manitoba et de montants principalement dus par des entités du gouvernement du Manitoba et qui sont généralement payés intégralement à leur date d'échéance. La Commission a établi une provision pour créances douteuses qui correspond à son estimation des créances irrécouvrables. Cette provision est fondée sur les estimations et les hypothèses de la direction au sujet de la conjoncture courante, l'analyse de la clientèle et les tendances historiques en matière de paiement. La Commission examine ces facteurs pour déterminer si un compte en souffrance doit être inclus dans la provision ou radié.

La variation de la provision pour créances douteuses au cours de l'exercice a été la suivante :

Solde, au début de l'exercice	Néant \$
Provision pour défaillance de compte débiteur	-
Montants radiés	-
Solde, à la fin de l'exercice	Néant \$

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que la Commission ne puisse pas s'acquitter de ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles.

La Commission gère le risque d'illiquidité en maintenant des soldes de trésorerie adéquats et en s'assurant auprès du gouvernement du Manitoba qu'elle recevra un financement adéquat pour s'acquitter de ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des fluctuations des prix du marché, comme les taux d'intérêt et les taux de change, aient des incidences sur le revenu de la Commission ou la juste valeur de ses instruments financiers. Les risques de marché importants auxquels la Commission est exposée sont le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

3. Instruments financiers et gestion des risques financiers (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. L'exposition à ce risque est liée aux fonds en dépôt.

La Commission considère que le risque de taux d'intérêt des fonds en dépôt (encaisse, dépôts à court et à long terme) est faible, car les dépôts sont à court terme (moins d'un an).

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison de la variation des taux de change. La Commission n'est pas exposée à un risque de change important, car elle n'a aucun instrument financier libellé en devises.

4. Encaisse et dépôts à court terme

La Commission investit tous ses surplus de liquidités dans des dépôts à court terme détenus par la Province du Manitoba. Il s'agit de dépôts à terme remboursables à 30, 60 et 90 jours.

5. Comptes débiteurs

	2011	2010
Intérêts courus	14 \$	3 \$
Échange	26	12
	40 \$	15 \$

6. Dépôts à court terme avec restrictions

La Commission maintient des dépôts à court terme séparés auprès de la Province du Manitoba afin de financer ses obligations à partir du fonds de réserve (note 11)

7. Placements à long terme

Les placements à long terme sont évalués au coût et sont constitués de placements à long terme détenus par la Province du Manitoba dans un compte en fiducie portant intérêt au taux du marché. Les placements doivent servir à financer les soldes des droits à congé annuel et des indemnités de départ acquis au moment où la Commission est devenue un organisme de service spécial. Les fonds ne peuvent être utilisés qu'avec le consentement de la Province du Manitoba.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA
Notes afférentes aux états financiers
(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

8. Immobilisations

	2011		2010	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Matériel de bureau	40 \$	36 \$	40 \$	34 \$
Mobilier et agencements	153	147	151	142
Améliorations locatives	41	15	41	11
Matériel informatique	140	135	140	131
Logiciels	863	860	863	854
	1 237 \$	1 193 \$	1 235 \$	1 172 \$
Coût moins amortissement cumulé		44 \$		63 \$

9. Passif découlant des indemnités de départ

Le montant des obligations au titre des indemnités de départ se fonde sur des calculs actuariels. Des évaluations actuarielles périodiques permettent d'établir s'il est nécessaire d'apporter des rajustements aux calculs actuariels lorsque la réalité est différente des prévisions ou par suite de modification des hypothèses actuarielles utilisées. Les pertes ou les gains actuariels qui en résultent sont amortis sur la durée de service restante moyenne prévue pour le groupe d'employés visé.

Un rapport d'évaluation actuarielle a été réalisé pour le passif découlant des indemnités de départ au 31 mars 2008. Le rapport contient une formule de mise à jour annuelle du passif. Le passif net de la Commission, établi de manière actuarielle à des fins comptables, était de 278 \$ au 31 mars 2011 (251 \$ en 2010). Depuis l'exercice 2009, la perte actuarielle cumulée de 27 \$ selon les rapports d'évaluation actuarielle est amortie sur une période de quinze ans, soit la durée de service restante prévue pour le groupe d'employés visé.

Les principales hypothèses actuarielles à long terme utilisées pour l'évaluation du 31 mars 2008 des obligations liées aux indemnités de départ acquises et pour la détermination au 31 mars 2011 de leur valeur actualisée étaient les suivantes :

Taux de rendement annuel	
Facteur d'inflation	2,50 %
Taux de rendement réel	4,00 %
	6,50 %
Taux d'augmentation salariale présumé	
Accroissement annuel de la productivité	0,75 %
Augmentation salariale générale annuelle	3,50 %
	4,25 %

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

10.Loyer

La Commission a conclu un contrat de location, qui est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2005 et vient à échéance le 30 septembre 2020, pour les installations du 400 avenue St. Mary. Les frais d'occupation pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 ont été de 262 \$. Le loyer annuel minimum des cinq prochaines années est de 279 \$.

11.Fonds de réserve

La Commission a créé un fonds de réserve pour financer des dépenses extraordinaires, qui sont à la fois ponctuelles et imprévues mais de nature réglementaire, ainsi que pour parer aux fluctuations de l'activité des marchés qui ont une incidence négative sur les recettes. Le montant du fonds de réserve est demeuré inchangé pour l'exercice.

12.Aliénation du surplus du fonds d'exploitation

L'aliénation du surplus du fonds d'exploitation se compose de paiements versés au Trésor de la Province du Manitoba selon les directives du Conseil du Trésor.

13.Prestations de retraite

Les employés de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba ont droit aux prestations de retraite en vertu des dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), laquelle est administrée par la Régie de retraite de la fonction publique (RRFP). Un régime à prestations déterminées a été créé aux termes de la LPFP afin de verser des prestations aux employés de la fonction publique du Manitoba et des organismes gouvernementaux participants, dont la Commission des valeurs mobilières du Manitoba, par le biais de la Caisse de retraite de la fonction publique (CRFP).

Le 31 mai 2001, aux termes d'une entente avec la Province du Manitoba, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba a transféré à la Province le passif découlant du régime de retraite de ses employés.

Depuis le 1^{er} avril 2001, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba est tenue de verser à la Province un montant correspondant aux cotisations de retraite de ses employés. Le montant versé en 2011 a été de 121 \$ (145 \$ en 2010). En vertu de l'entente, la Commission des valeurs mobilières du Manitoba n'a pas d'autre passif au titre de la caisse de retraite.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Notes afférentes aux états financiers

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

14. Avances de fonds de roulement

Les avances de fonds de roulement sont versées à la Commission par l'Office de financement des organismes de service spécial aux termes de l'entente de gestion. La Commission détient une marge autorisée de 500 000 \$ au chapitre des avances de fonds de roulement, qui était inutilisée au 31 mars 2011 (0 \$ en 2010).

Au cours de l'exercice, la Commission n'a engagé aucun intérêt débiteur (0 \$ en 2010).

15. Informations à fournir concernant le capital

Le capital de la Commission est composé de son fonds de réserve et de ses bénéfices non répartis.

La politique de gestion du capital de la Commission vise à maintenir un capital suffisant pour réaliser ses objectifs au moyen de ses bénéfices non répartis en gérant les transferts de fonds excédentaires à la Province du Manitoba, à répondre aux besoins en capital à court terme au moyen d'avances de fonds de roulement de la Province du Manitoba et à répondre aux besoins en capital à long terme en contractant une dette à long terme auprès de la Province du Manitoba. Aucune modification n'a été apportée à l'approche de la Commission en matière de gestion du capital au cours de l'exercice.

La Commission n'est pas assujettie à des obligations réglementaires externes en ce qui concerne le capital

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES DU MANITOBA

Annexe – Divulcation de la rémunération dans le secteur public

(en milliers de dollars)

Exercice terminé le 31 mars 2011

Employé	Fonction	Rémunération
Don Murray	Président et chef de la direction	144 \$
Doug Brown	Directeur et secrétaire de la Commission	133
Steven Gingera	Conseiller juridique adjoint	129
Chris Besko	Conseiller juridique adjoint	129
Kim Laycock	Conseiller juridique adjoint	129
Bob Bouchard	Directeur et chef de l'administration	103
William Baluk	Registraire	89
Marlene Nemes	Contrôleuse	88
Paula White	Agente de conformité principale	82
Wayne Bridgeman	Enquêteur principal	80
Jason Roy	Enquêteur principal	72
Carla L. Buchanan	Vérificatrice de la conformité	69
Ainsley Cunningham	Agente d'information	67
Patrick Weeks	Analyste	65
Isilda Tavares	Agente d'inscription	62
Terry Kirkham	Enquêteur – Immobilier	62
Leonard Terlinski	Enquêteur	58
Timothy Tapley	Enquêteur	57
Liz Klippenstein	Analyste-programmeuse	56

Aux termes de la *Loi sur la divulgation de la rémunération dans le secteur public*, les organismes qui sont financés par le secteur public doivent divulguer la rémunération des employés ou des membres du conseil d'administration lorsque celle-ci est supérieure à 50 \$ par année.



COMMISSION DES
VALEURS
MOBILIÈRES
DU MANITOBA